

Deuxième session
Genève, 15-26 juillet 2002

**Document de réflexion sur la question des mines autres que les mines antipersonnel,
présenté à la deuxième session (juillet 2002) du Groupe d'experts
gouvernementaux: Dispositifs de mise à feu sensibles**

Document de travail établi par la délégation allemande

1. Champ

La communauté internationale a particulièrement à cœur de lutter résolument contre les souffrances causées par les mines. L'interdiction des mines antipersonnel (par la Convention d'Ottawa) constitue un progrès important dans cette voie.

Toutefois, le Protocole II modifié, annexé à la Convention sur certaines armes classiques, et le régime établi par la Convention d'Ottawa n'ont fait que régler partiellement le problème des mines terrestres. Des mines ont été employées dans nombre de conflits militaires au cours de ces dernières années. Le nombre de victimes des mines a diminué, mais il reste trop élevé.

Il faut impérativement renforcer, dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, les normes humanitaires applicables aux mines antivéhicule et réduire les risques que celles-ci présentent pour les populations civiles en réglant d'une manière adéquate le problème des dispositifs de mise à feu sensibles et des dispositifs antimanipulation.

2. Considérations humanitaires

Les mines antivéhicule constituent des armes défensives admises eu égard au droit international humanitaire et reconnues par la communauté internationale. Il est nécessaire d'assurer la protection et les chances de survie des combattants, ainsi que les capacités opérationnelles des forces armées nationales et, le cas échéant, des forces de pays alliés. Toutefois, il s'agit aussi de protéger les populations civiles, et donc de faire entrer en ligne de compte les considérations humanitaires.

Certaines mines antivéhicule, en particulier celles qui sont équipées de dispositifs de mise à feu sensibles, peuvent, dans certaines conditions et quelle qu'en soit la conception, être déclenchées par des personnes et donc par des civils. Elles peuvent ainsi avoir des effets analogues à ceux des mines antipersonnel. Dès lors qu'existe la volonté de développer encore

les règles humanitaires régissant les armements, il s'agit de renforcer, dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques, les normes humanitaires applicables aux mines terrestres de ce type.

L'une des solutions qui pourraient être adoptées en vue d'éviter les accidents impliquant des non-combattants consisterait à identifier les moyens appropriés de modifier les mines antivéhicule équipées de dispositifs de mise à feu sensibles.

3. Objectif

L'objectif est donc de définir et d'adopter, dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques et en ce qui concerne les dispositifs de mise à feu, des limites ou paramètres techniques concrets (ou «meilleures pratiques») qui empêchent les mines antivéhicule d'être déclenchées par des personnes.

De plus, il ne saurait être dans l'intérêt d'une armée posant des mines antivéhicule relativement coûteuses, conçues pour détruire un char valant plusieurs millions de dollars, que ces mines puissent être déclenchées par une personne ou un objet autre que la cible visée. Pour atteindre son but militaire, une mine antivéhicule doit éclater du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'un véhicule ennemi du type visé.

4. Définition

À ce jour, il n'existe pas de définition technique unanime des dispositifs de mise à feu sensibles et on ne peut pas déduire de la Convention des limites concrètes concernant le déclenchement de tels dispositifs. Il ne s'agit pas uniquement – comme c'est «habituellement» le cas – d'établir un poids minimum requis pour déclencher un dispositif de ce type par simple pression, mais plutôt de prendre en considération différents critères pour différents types de dispositifs, tels que:

- Les fils de déclenchement «croche-pied»;
- Les fils-pièges à rupture;
- Les tiges basculantes;
- Les détonateurs à pression;
- Les détonateurs magnétiques;
- Les détonateurs acoustiques;
- Les détonateurs à vibration;
- Les détonateurs à infrarouge;
- Les détonateurs doubles et triples;
- Les détonateurs antienlèvement (antimanipulation).

5. Mesures possibles

Dans le but d'établir les meilleures pratiques en ce qui concerne les mines antivéhicule équipées de dispositifs de mise à feu sensibles, il est recommandé d'envisager les mesures suivantes:

- Établir une liste des dispositifs de mise à feu existants, où serait précisé leur fonctionnement;
- Déterminer les risques de voir une personne déclencher de tels dispositifs de mise à feu par accident ou par inadvertance;
- Définir les mesures techniques concrètes qui pourraient être prises par les États en vue de réduire les risques de voir une personne déclencher de tels dispositifs de mise à feu;
- Définir les meilleures pratiques en ce qui concerne la conception et l'emploi des dispositifs de mise à feu pour mines antivéhicule, le but étant d'éliminer les risques présentés par ces dispositifs, ou à tout le moins de les réduire autant que possible;
- Adopter d'un commun accord des normes nouvelles et s'entendre sur les conséquences que pourrait entraîner la non-conformité des mines antivéhicule à ces normes.

Les études et propositions de mesures techniques de cette nature devraient tenir compte des considérations liées aux dotations et aux opérations militaires et être conçues pour répondre à des problèmes humanitaires bien définis, plutôt que pour éviter des risques théoriques impossibles à chiffrer.
